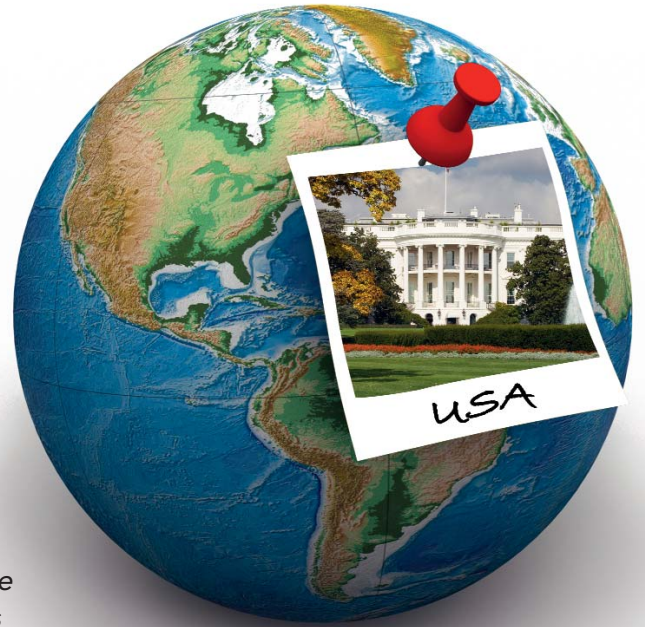


Regards transatlantiques sur les décisions socio-économiques de Barack Obama

## Quel bilan tirer de ses premiers mois à la Maison Blanche ?



En faisant approuver par le Congrès un plan de relance de 787 milliards de dollars, soit 5,5 % du PIB américain, dans l'espoir de "sauver ou créer" - pour reprendre ses termes - 3,5 millions d'emplois d'ici deux ans, le 44<sup>e</sup> Président des États-Unis a frappé les esprits. Après bientôt 5 mois de Présidence, trois experts des relations d'affaires belgo-américaines nous livrent leurs premières impressions sur l'administration Obama.

**B**arack Obama a consacré les premières semaines de son mandat à dessiner le futur des États-Unis tout en tentant de donner à son pays les orientations économiques capables de le sortir de la crise. Le plan de relance, le programme de recapitalisation des banques, le plan immobilier, le renforcement du marché du crédit non bancaire, le plan automobile, les travaux du G20 notamment sur la régulation financière, en ont été l'illustration. À plus long terme, les priorités de l'administration américaine sont claires : réformer l'enseignement et le système des soins de santé, diminuer la dette pour les générations futures et revoir le modèle d'approvisionnement en énergie. Nous avons recueilli les commentaires de **Hugo Paemen**, ancien ambassadeur de l'Union européenne aux États-Unis, et de **Scott Beardsley**, président de AmCham Belgique, sur les premières impulsions de politique économique du Président.

### 1 Crédit & investissements

"All of our actions have been necessary pieces of the recovery puzzle. They've been designed to increase aggregate de-

*mand to get credit flowing again to families and businesses and to help families and businesses ride out the storm.*"  
**B. Obama**

**Qu'en est-il aujourd'hui de la circulation du crédit pour les entreprises aux États-Unis ?**

**Hugo Paemen** : "Obama veut à nouveau stimuler le plus vite possible l'octroi de crédits. Le gouvernement tente désespérément, et pas toujours de façon cohérente, de parvenir à une certaine détente. Un retour à un fonctionnement normal du

**“Les investissements européens aux États-Unis s'élèvent à environ 1,5 trillions de dollars, en équilibre avec les investissements américains en Europe”** Hugo Paemen

marché du crédit va certainement exiger du temps et de nouvelles réformes. Actuellement, il est impossible de prédire avec certitude combien de temps cette situation va durer. La flexibilité de l'économie américaine a été en majeure partie déterminée par un secteur financier très maniable. Les choses vont progressivement se remettre en place, mais le temps que cela va prendre est également influ-

encé par des facteurs moins rationnels."

**Scott Beardsley** : "Les marchés du crédit semblent s'être quelque peu assouplis. Toutefois, ces marchés sont surtout accessibles aux grandes entreprises. Nous attendons donc que cet assouplissement puisse davantage concerner les petites et moyennes entreprises ainsi que les consommateurs. Sachant que les dépenses des consommateurs sont le principal moteur de croissance, c'est là que l'impact sera le plus important en termes de création d'emplois."

**Comment rassurer les entreprises belges sur la solidité de leurs investissements aux États-Unis ?**

**H.P.** : "Les investissements européens aux États-Unis

s'élèvent à environ 1,5 trillion de dollars, un chiffre pratiquement en équilibre avec les investissements américains en Europe. L'activité des entreprises européennes représente environ deux tiers des activités de toutes les entreprises étrangères. Il est évident que la concurrence s'est intensifiée, surtout de la part des pays qui présentent un important surplus de balance des paiements. Mais la faiblesse du dollar et la

- confiance en l'économie américaine à long terme continue d'attirer des investissements."

**S.B. :** "Le dollar a été la première monnaie de réserve et refuge durant des décennies et toutes les indications portent à croire que sa position comme telle reste forte. Les États-Unis demeurent la destination privilégiée pour les investissements directs étrangers et la chute récente du prix des actifs devrait permettre d'attirer des investissements supplémentaires offrant d'excellentes opportunités. Même si l'aide financière apportée par le gouvernement pour soutenir l'économie a été considérable, elle est inférieure à d'autres pays comme la Chine, en termes de pourcentage du PIB. Je crois en la capacité de résistance de l'économie américaine et des études indiquent que de nombreux chefs d'entreprise partagent cet avis, persuadés que l'économie américaine va rebondir comme moteur de stimulation de la croissance mondiale."

**Les décisions prises par l'administration Obama laissent-elles présager d'un changement profond dans la manière dont les entreprises feront des affaires avec ou aux États-Unis ?**

**H.P. :** "La situation ne sera plus comme avant aux États-Unis et sans doute aussi au niveau mondial. Cette évolution s'appliquera à la fois aux institutions financières américaines, à la vie économique américaine en général et à toutes les personnes qui souhaitent travailler aux États-Unis. Il est difficile de prédire aujourd'hui l'ampleur de ces changements. Ils dépendront en grande partie du Congrès, qui va devoir approuver les nouvelles lois et réglementations. Les Américains vont ressentir le besoin de mieux équilibrer leur balance commerciale, par rapport à la Chine en particulier."

**S.B. :** "Je pense qu'il est encore trop tôt pour essayer d'évaluer l'impact général des changements apportés par la nouvelle administration à Washington. Une nouvelle attention sera certainement accordée aux différentes sources d'énergie



verte et à d'autres initiatives environnementales. Nous en saurons plus lorsque le nouveau budget de l'administration sera formalisé cet été."

## 2 Protectionnisme

*"At the G20, we pledged to avoid the trade barriers and protectionism that hurts us all in the end. And we decided to meet again in the fall to gauge our progress and take additional steps if necessary."* B. Obama

**L'administration Obama conditionne l'octroi éventuel d'argent public à des cons-**

**tructeurs automobiles à l'obtention de garanties sur un 'business plan' solide. Doit-on s'attendre à de nouvelles aides sectorielles légitimes ou peut-on parler de réactions protectionnistes ?**

**H.P. :** "La tendance protectionniste est encore bien présente au Congrès américain et surtout parmi les générations les plus récentes du parti démocrate, qui dispose actuellement de la majorité. Le sentiment que bon nombre de leurs produits finis ne sont plus compétitifs à l'échelle mondiale en raison de règles de concurrence inégales est extrêmement répandu. Le secteur de l'automobile en est un exemple typique. Vu l'importance économique et symbolique d'un tel sec-

## Obama : le 'Roosevelt vert' ?

Doubler la part des énergies renouvelables d'ici 3 ans, réduire les émissions de gaz à effets de serre de 17% d'ici 2020 et de 80% d'ici 2050, investir 15 billions de dollars dans la R&D des écotechnologies, instaurer un système 'cap-and-trade' des émissions de gaz à effets de serre, etc. Le plan de relance américain prévoit des investissements majeurs dans les énergies propres. L'administration Obama mise par ailleurs sur une approche globale et coordonnée de la lutte contre le changement climatique. Fin avril dernier, elle organisait un forum réunissant les seize pays émettant le plus de gaz à effet de serre ainsi que l'UE, dans le but de créer les conditions politiques nécessaires pour réussir les négociations sur le changement climatique en décembre à Copenhague. Et très concrètement, le Président américain a annoncé récemment de nouvelles normes plus strictes en matière d'émission de CO<sub>2</sub> et de consommation pour les véhicules mis sur le marché américain à partir de 2012.

teur pour l'économie américaine, une forte pression est exercée sur le gouvernement pour qu'il empêche la disparition d'une ou de plusieurs grandes entreprises en adoptant des mesures de soutien. Cet aspect pourrait certainement mener à des réactions dans d'autres pays, qui pourront invoquer les règles internationales en matière de subventions."

**S.B. :** "Des signaux précoces aux États-Unis et dans d'autres parties du monde ont montré certains signes de protectionnisme, une réaction naturelle au type de bouleversement économique que nous connaissons aujourd'hui. Aux États-Unis et dans d'autres parties du monde, ce discours s'est toutefois affaibli et les affirmations tenues lors du sommet du G20 renforcent la résistance à de telles mesures. Il est un fait que certaines industries ressentent cela différemment, vous avez cité le secteur de l'automobile et j'ajouterais les services bancaires et finan-

## “Les dirigeants d'entreprise vont devoir gérer un besoin de transparence accru”

Scott Beardsley (AmCham)

ciers. Ces derniers établissent de nouveaux liens avec les gouvernements étant donné les niveaux de soutien dont ils bénéficient. Ce soutien va probablement entraîner des régimes régulateurs différents pour ces secteurs."

## 3 Bonne gouvernance

*"We need "new rules for Wall Street that will reward drive and innovation, not reckless risk-taking." B. Obama*

**Dans quelle mesure cette crise aura-t-elle un impact sur la gouvernance des entreprises ?**

**H.P. :** "Le problème de la 'bonne gouvernance' jouit déjà d'une attention toute particulière depuis le scandale Enron. Avec la crise, les indemnités perçues dans les entreprises soutenues par l'Etat, surtout, font l'objet de débats profonds et émotionnels. Dans ce domaine, une légis-

## L'attentisme est de mise au sein de la communauté d'affaires américaine



Sophie Meunier

**2 questions à Sophie Meunier, chercheuse à la Woodrow Wilson School of Public and International Affairs de l'Université de Princeton et spécialiste des relations transatlantiques.**

**Barack Obama veut faire preuve de fermeté par rapport à certaines dérives du monde des affaires américain. Comment ses décisions sont-elles accueillies par la communauté business ?**

"La communauté business américaine est pour l'instant attentiste. Ses critiques sont restées muettes, tout au moins dans la sphère publique. Économiquement, beaucoup d'entreprises ont tout simplement besoin du soutien financier apporté soit directement par les aides

gouvernementales, soit indirectement par les effets du 'stimulus package'. Cela ne veut pas dire pour autant que toutes les décisions économiques de l'administration soient bien accueillies. La communauté business a maintenu un profil bas en regard des interventions du gouvernement dans les secteurs bancaires et automobiles. Mais la lutte annoncée de l'administration Obama contre les paradis offshore et l'évasion fiscale, en particulier les dispositions permettant aux compagnies de soustraire à l'impôt les profits de leurs filiales étrangères, est accueillie avec de fortes réticences de la part des entreprises, et pourrait donner lieu à une bataille au Congrès."

**Jusqu'à où le Président Obama pourra-t-il imposer son style 'consensuel' et sa volonté de rupture afin de mener les États-Unis vers ce qu'il appelle "une croissance économique durable" ?**

"Pour l'instant, l'opinion publique américaine semble prête à accepter toutes les mesures mises en place par l'administration. L'opposition peine à se faire entendre. Quand une poignée de gouverneurs américains, essayant de se positionner très à droite pour les prochaines primaires, ont annoncé publiquement qu'ils refusaient l'argent du plan de relance pour leurs États, ils se sont fait vertement tancer par leurs administrés. De récents sondages montrent que le mot 'socialiste', longtemps une insulte et un tabou aux États-Unis, a perdu depuis quelques mois sa connotation péjorative auprès des jeunes générations. Barack Obama reste cependant un conservateur en économie. Son objectif affiché, restaurer et maintenir la stabilité du système, est en soi un choix conservateur. La composition de son équipe, avec au premier plan Larry Summers et Tim Geithner, est conservatrice. Obama a fait campagne sur le thème du changement mais pas celui d'une véritable rupture. Il propose d'instaurer une forme de couverture maladie universelle et d'aider certaines compagnies en difficulté en les nationalisant partiellement, mais le fondement capitaliste d'organisation de la société américaine a encore de beaux jours devant lui."

lation va certainement être mise en place pour décrire plus clairement les responsabilités, la surveillance, le contrôle interne et externe dans les entreprises financières, mais aussi peut-être en dehors. Il est fort probable que ce sujet fasse l'objet d'une discussion internationale et exerce une influence sur la vie économique à l'extérieur des États-Unis."

**S.B. :** "Des événements récents démontrent une plus grande rigueur à tous les niveaux de la gouvernance. Les dirigeants

d'entreprise vont devoir gérer un besoin de transparence accru, accompagné d'un rôle renforcé des pouvoirs publics. Il est juste que le gouvernement et les entreprises doivent faire preuve de plus de rigueur en termes d'information sur leurs activités, vu le montant élevé des fonds publics concernés. Le contrat social que les entreprises ont conclu avec la société continue d'évoluer et la crise va certainement accélérer cette évolution." ■

Florence Delhove